



HAL
open science

L'hégémonie des “ valeurs capitalistes ”

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. L'hégémonie des “ valeurs capitalistes ”. Jacques Fontanel. Géoéconomie de la globalisation, Université Pierre Mendès France, Grenoble 2, pp.416-431, 2005, Côté cours (Grenoble). hal-02993363

HAL Id: hal-02993363

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02993363>

Submitted on 6 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Hégémonie des « valeurs capitalistes »

Jacques Fontanel

In

Géoéconomie de la globalisation
Université Pierre Mendès France de Grenoble
Côté Cours,
Grenoble 2005

Résumé : La rationalité des hommes, l'intérêt individuel, la régulation efficace du marché sur le long terme, le libre-échange comme facteur d'éradication de la pauvreté sont autant d'éléments caractérisant les fondements philosophiques du capitalisme d'aujourd'hui. Le libéralisme est indifférent aux différences culturelles, régionales, nationales. Avec la mondialisation, il se produit des crises identitaires et un repli sécuritaire inéluctable, une rentabilité ambiguë fondée sur des inégalités excessives, la réification de l'homme et la difficulté à conduire un progrès constant des droits de l'homme et du développement humain.

Summary : Human rationality, individual interest, efficient market regulation in the long term, free trade as a factor in the eradication of poverty are all elements characterising the philosophical foundations of today's capitalism. Liberalism is indifferent to cultural, regional and national differences. With globalisation, there are identity crises and an inescapable security withdrawal, ambiguous profitability based on excessive inequalities, the reification of man and the difficulty of achieving constant progress in human rights and human development.

Capitalisme, marché, inégalité, intérêt individuel, libéralisme, droits de l'homme

Capitalism, market, inequality, self-interest, liberalism, human rights

Depuis le début des années 1980, une controverse s'est développée quant à l'évolution du rôle de l'Etat et du capitalisme dans les relations économiques internationales. Pour les tenants de la théorie de la globalisation, les interdépendances économiques croissantes tendent à réduire l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie, et la généralisation des règles du marché constitue un facteur de solidarité et de paix. À l'opposé, dans une perspective "néo-mercantiliste", l'économie internationale serait de plus en plus marquée par les stratégies nationales, chaque Etat cherchant à promouvoir son intérêt propre sur la scène mondiale. La compétition économique et technologique exacerbée concernerait, directement ou indirectement, non seulement les entreprises nationales ou multinationales mais aussi les Etats et les régions, ou même les organisations internationales privées ou publiques.

Ces deux points de vue ne sont pas également représentés dans la théorie économique. L'idée de la pacification inéluctable des relations internationales par l'essor du commerce mondial remonte aux origines de la théorie libérale, pour laquelle la multiplication des interdépendances économiques fondées sur les principes marchands accroît la prospérité économique de chaque nation participant aux échanges, tout en conduisant à la diminution du rôle économique de l'Etat. Dans cette logique, le secteur politique doit progressivement s'effacer devant les impératifs économiques. Pour la pensée « dominante », les questions "politiques" ne doivent pas s'immiscer dans le champ de la "théorie pure". Deux postulats de base sont alors retenus : d'abord, la paix est la situation normale ; ensuite, le développement du commerce international est un facteur de paix. Les objectifs de puissance des Etats sont absents de l'analyse scientifique de la pensée dominante de l'économie internationale. Cette analyse s'inscrit très mal dans l'explication du monde en crise qui nous entoure. L'idée de la "guerre économique", très présente pendant la guerre froide, revient sur le devant de la scène. La nouvelle théorie du commerce international, en revanche, met en évidence le rôle du protectionnisme et des "politiques commerciales stratégiques". Cependant, ces analyses restent partielles et difficilement applicables.

L'hégémonie « politico-philosophique » des « valeurs capitalistes » est renforcée à la fois par les fondements philosophiques de la société et des médias d'information qui vivent du système qu'ils ont pour ambition de présenter, et souvent de défendre. Or, le système présente de nombreuses faiblesses souvent payées par les pays ou les personnes les plus démunies.

1. Les fondements philosophiques du capitalisme d'aujourd'hui

Il existe un véritable credo libéral dominant. Il est fondé sur des postulats contestables, qui apparaissent comme des vérités premières, souvent pourtant injustifiées. Dans le modèle de concurrence pure, le plein emploi est assuré au prix d'hypothèses fortement contraignantes, qui rendent sa spontanéité quasi impossible. Il est même très probable qu'à l'optimum (de second rang), le plein emploi ne soit pas réalisé. Les hypothèses principales concernent la rationalité des individus, la régulation optimale du marché et l'éradication progressive de la pauvreté.

A) Les hommes sont rationnels

Pour les économistes classiques et néo-classiques, les hommes défendent exclusivement leurs intérêts personnels. Ils sont rationnels et capables de connaître leurs intérêts à long terme. Les individus sont libres de leurs choix, dans le cadre des contraintes de leurs revenus et de leurs patrimoines individuels. Le pouvoir d'achat conféré par le marché est économiquement loyal et juste. L'optimum parétien est un optimum interindividuel, et non pas social, il affirme le primat de la raison économique. Chacun perçoit sa propre valeur ajoutée produite. Il existe certes des circonstances de fortune et de naissance inégalitaires, mais chacun est en dernier ressort responsable de sa propre destinée économique. Pour les partisans de la nouvelle économie, la rationalité a des effets différenciés selon le contexte institutionnel, mais le système à privilégier est celui de la concurrence pure et parfaite. Tout ce qui n'est pas le comportement optimal du marché fondé sur la recherche systématique de son intérêt individuel, est inefficace, même dans les domaines extra-économiques. L'universalité libérale est un principe d'indifférence absolue. Elle suppose la définition d'une coexistence pacifique sur le mode de l'indifférence absolue, dans le cadre de la séparabilité complète des fonctions de préférences des agents. Il n'y a ni peuple, ni collectivité, ni solidarité. Le libéralisme universaliste exècre les différences culturelles, régionales, étatique. Il ne l'admet que dans les revenus et les patrimoines. Le mythe de l'homo-economicus conduit à la destruction des cultures, sans aucune contrepartie que celle de la croyance en un homme robotisé, un clone intelligent et informé à l'infini. Pourtant, l'école de l'économie expérimentale a mis en évidence le fait que les hommes ne se conduisent pas comme le modèle le spécifie. Les hommes font du bénévolat sportif, ils apportent une aide ponctuelle aux étrangers, ils envoient des dons aux enfants des pays pauvres, ils accordent des pourboires, ils restituent les portefeuilles trouvés, etc. Dans ce cas, concevoir cet altruisme comme une forme spéciale d'égoïsme est difficile à admettre. Chaque société recèle une part de dissidence. Les hommes ont aussi des concernés civiques et sociaux. L'acte de voter n'est pas « efficace » d'un point de vue économique, car le poids d'un seul vote n'équivaut que très rarement à son coût. Dans l'esprit des gens, c'est pourtant la défense de la démocratie dont il s'agit.

La recherche d'efficacité économique n'est d'ailleurs pas spécifique à la civilisation occidentale, mais celle-ci l'a systématisée en dogme scientifique, fondé sur l'hypothèse de la rationalité. Or, celle-ci n'est acceptable qu'en situation d'infor-

mation parfaite. En effet, le vendeur dans sa quête du profit, et en tenant compte exclusivement de son intérêt personnel, peut être amené à soustraire ou à limiter la connaissance de son acheteur potentiel sur son produit. Les pouvoirs publics doivent alors intervenir, en fixant des règles d'hygiène, sans lesquelles même l'information brute sans interprétation collective ne conduirait pas à un comportement rationnel. Ronald Coase a introduit la notion de coût de transaction. L'imperfection de l'information a un coût, celui de la recherche de l'information par les agents économiques. Il en résulte une réflexion sur l'organisation de la firme, et la mise en place théorique de la rationalité limitée. La théorie directoriale de la firme intègre, contrairement à l'analyse néo-classique, le pouvoir stratégique de l'entrepreneur. Le comportement de maximisation du profit a été remplacé par la recherche de résultats satisfaisants de plusieurs variables caractéristiques de l'entreprise et de sa gestion à long terme, dans un univers de rationalité limitée, d'imperfection de l'information et de comportements d'opportunisme (aléa moral, tricherie, etc.). Même sur un marché presque parfait, une régulation est nécessaire, afin de réduire les tendances auto-cannibales des marchés.

B) Le marché, mode de régulation efficace à court terme

L'idée dominante, c'est la main invisible du marché. La politique monétaire est menée par une banque centrale indépendante, les taux d'intérêt sont définis sur les marchés financiers internationaux, la politique de l'emploi et sociale est fortement contrainte par la concurrence internationale. Cependant, le marché ne peut assurer la convergence des intérêts si certains individus refusent le principe ou les moyens d'y participer. C'est pourquoi le respect aveugle des règles du marché est revendiqué. Les gouvernements ne sont pas victimes de la tyrannie des marchés, car les marchés ne sanctionnent pas sans raison. Les déséquilibres économiques, l'absence de compromis social, l'incertitude dans la solidité gouvernementale sont autant de facteurs à l'origine des crises et de l'instabilité des capitaux. La pression des marchés est saine. La souveraineté de l'État existe encore, mais elle doit s'adapter aux contraintes économiques.

Les marchés peuvent-ils être les mécanismes clés gouvernant les sociétés modernes ? Pour Hayek et Lucas, il n'y a aucun doute, car les agents économiques individuels sont supposés être mieux informés que les bureaucrates. La concurrence et la compétitivité du marché constituent, à terme, le mode de régulation le plus efficace et le plus juste. Tout essai pour influencer le niveau de l'activité macro-économique sera compris par les agents intelligents qui connaissent le futur de l'action gouvernementale et qui réagissent en fonction de ces signaux. Dans ces conditions, le marché est irremplaçable et toujours plus efficient. Cependant, ces résultats sont abstraits. Si le marché a d'incontestables vertus, le vrai marché concurrentiel est éloigné du monde ouaté des économistes et il ne règle pas tout. Les choses ne peuvent donc plus s'arranger toutes seules. À long terme, on trouve toujours des solutions, le problème c'est la durabilité et la difficulté de la transition. L'idée que les marchés s'auto-organisent a été critiquée par des historiens, les anthropologues ou les sociologues. Les marchés sont associés à des processus contradictoires avec des crises structurelles et des instabilités. La plus grande

critique vient d'ailleurs des économistes eux-mêmes, si l'on veut bien tenir compte des hypothèses qui assurent l'état optimum de l'équilibre de marché. La théorie du Second Best de Lipsey et Lancaster indique qu'un marché particulier est différent du marché pur, l'essai de l'en rapprocher peut aggraver les effets. Accroître l'efficacité allocative en situation de chômage n'est pas très utile, elle risque même d'aggraver la situation. Si le marché privé sous-investit en innovation technique, alors le secteur public peut se substituer à lui. Un marché parfait ne conduit pas nécessairement à la liberté maximale, ni à la justice.

La théorie des marchés contestables remet en question les critiques formulées aux hypothèses relatives à l'optimalité du marché. S'il n'existe aucune barrière à l'entrée ou à la sortie, les entrants potentiels bénéficient des mêmes conditions de prix et de coûts que les entreprises déjà installées. Le prix sera alors le même que celui qui découlerait d'un marché de libre concurrence modèle. Si les entreprises peuvent bénéficier d'économies d'échelle, ces prix peuvent même être inférieurs à ceux des entreprises microscopiques de la concurrence pure et parfaite. Les prix et les quantités sont fixés par la fonction de coût des entreprises et par la demande. Cette théorie justifie ainsi la privatisation des services publics. La menace de la concurrence potentielle oblige le monopole privé à fixer un prix qui corresponde à cette situation. En outre, les économies d'échelle peuvent non seulement s'estomper mais aussi devenir négatives, du fait de l'imperfection de la gestion et des obstacles à l'efficacité technique. Il existe certainement une « taille minimale techniquement efficace », dans le domaine de la production et de la distribution. Dans ces cas, les marchés contestables améliorent les conditions de la concurrence pure et parfaite, en situant la production et la distribution au niveau optimum où la politique des économies d'échelle ne peut plus être maintenue du fait de l'apparition des déséconomies d'échelle. Le dilemme d'Alfred Marshall est alors résolu. La concurrence n'est pas fonction du seul nombre d'acteurs sur le marché, elle dépend de la demande, des coûts et de la contestabilité des marchés.

Les prix du marché sont souvent erronés, ce qui ne conduit évidemment pas à l'optimum. Il devrait y avoir une convergence des niveaux des prix, mais pour la seule Europe ils varient pour les automobiles de près de 20%. Le coût de la vie est deux fois plus important à Tokyo qu'à Rome. L'essence coûte 120 centimes à Caracas et 720 à Vienne. En outre, les subventions modifient aussi les prix. Même la conjoncture internationale n'est pas homogène. Le rapport actions/rémunérations était, en 1993, plus de 10 fois supérieur au Japon qu'en Suède (et quatre fois supérieur au rapport allemand). Au fond, il y a moins globalisation qu'internationalisation et interdépendance accrue de conjonctures hétérogènes.

L'économie de marché repose sur l'idée selon laquelle les agents économiques décentralisés n'ont pas de pouvoir économique suffisant pour contredire l'optimalité et l'équilibre de l'économie de marché, malgré l'importance des hypothèses de concurrence pure et parfaite (supposant notamment l'atomicité des unités de production, la parfaite information et transparence économique, l'absence d'économies d'échelle) qui les établit. La marchandisation et la privatisation du monde sont des facteurs essentiels de prospérité et de paix universelle. Selon Debreu, si les économies d'échelle sont supérieures à 1, il n'y a pas de compétition pure et parfaite

à l'équilibre (Debreu). Or, la situation actuelle est plutôt aux oligopoles et monopoles. Les grandes entreprises exercent incontestablement un pouvoir économique spécifique sur les marchés qu'elles dominent. De ce fait, elles cherchent à accroître encore leurs parts de marché jusqu'au point où elles constituent des oligopoles mondiaux, voire même des monopoles. Dans ces conditions, la concurrence directe est éliminée, remettant ainsi en cause les résultats fondamentaux d'une économie de marché sans compétition directe. Le marché s'auto-détruit s'il ne reçoit pas un contrôle extérieur. L'intervention d'une autorité extérieure (d'une néguentropie, selon la terminologie de la thermodynamique) est alors requise.

La libéralisation sans fin du marché ne produit pas de substantiels bénéfices avec peu de risques. Croire dans le marché et son pouvoir d'ubiquité n'est pas une conclusion théorique, c'est un serment de foi. Même la Banque mondiale reconnaît maintenant que des marchés financiers internationaux peuvent faire des erreurs, notamment au moment de l'endettement des pays en voie de développement (PVD).

C) La généralisation du marché, facteur d'éradication de la pauvreté

La responsabilité des entreprises se limite aux comptes qu'elle doit rendre aux actionnaires, c'est la logique imparable du capitalisme. Les gouvernements représentent les citoyens. Ils ont donc pour tâche de maintenir les mutations engendrées par le capitalisme dans les limites du supportable. Avant les années 1980, l'entreprise souffrait d'un excès de contrôle, notamment en Europe. Le capitalisme avait même été évincé de nombres d'activités, du téléphone à la construction navale, de la banque aux transports. Aux États-Unis, une forte réglementation s'appliquait à l'activité économique, concernant notamment certains prix ou tarifs de services particuliers. Certains monopoles étaient soutenus : Bell pour le téléphone, les caisses d'épargne ou les compagnies aériennes. Dans ce cas, il ne s'agissait plus de libre entreprise. Il en allait de même au Japon ou en Corée qui recevaient de la part de l'État une aide au développement, des subventions et des conseils des ministères tout-puissants. En cas de déboires financiers, l'entreprise entière passait entre les mains de l'État. Le capitalisme souffrait d'un excès de contrôles. Même les managers publics appelaient l'État à la rescousse à la moindre difficulté économique et ils étaient parfois choisis parmi la haute bureaucratie d'État. La déréglementation a transformé cet état de fait. Le maintien des contrôles étatiques a coûté très cher à des pays comme la France ou le Japon. Les privatisations, la levée des dernières barrières protectionnistes et la fin de l'encadrement de la concurrence conduit à un nouveau modèle économique, inventé aux États-Unis, qui condamne chaque pays à se plier à ses règles.

Tout progrès technique et tout accroissement de la productivité sont favorables à la société. Pour Schumpeter, le processus compétitif conduit à la recherche de l'innovation, qui donne une rente qui peut être investie. L'innovation endogène et le changement technique constituent les deux caractéristiques du capitalisme. Les inégalités et la pauvreté peuvent être réduites, normalement, à long terme, grâce au progrès technique favorisé par la concurrence des économies de marché. Les avantages collectifs provoqués par cette situation sont supérieurs aux coûts. Le marché

est un facteur de croissance économique, laquelle, lorsqu'elle est rapide, résorbe le chômage et la pauvreté. Pourtant, les marchés sont parfois des obstacles à l'innovation, à l'efficacité dynamique et à la croissance.

Est-il réaliste d'en attendre une convergence des productivités et des modes de vie au niveau mondial ? Actuellement, la loi d'un seul prix pour le même bien dans le monde entier est loin d'être une réalité. Coca Cola est disponible partout dans le monde, mais avec des produits (goûts) et des prix différents. Les firmes multinationales exploitent vraiment les différences nationales pour faire des profits. Ce qui montre des divergences de statut et d'opportunités économiques entre les Nations.

La globalisation conduit-elle à la convergence et à l'uniformité mondiale ? L'idée des « globalistes » est d'affirmer que les marchés globaux ont une influence sur l'élargissement de la démocratie. Or, on peut ouvrir le marché national, principalement en vue de limiter les droits des citoyens, ce qui conduit rapidement au développement de mouvements xénophobes. Les marchés du travail ne s'auto-ajustent pas, comme les marchés des biens, car les travailleurs ont des sentiments sur l'injustice des réductions de salaire qui peuvent détruire la solidarité des groupes. En outre, dans le monde développé, il y a persistance des systèmes nationaux d'innovation, fortement ancrés dans les relations et institutions nationales. La globalisation n'implique pas la diffusion de l'innovation dans le monde entier. Au contraire, il y a simultanément globalisation et localisation (la fameuse « glocalisation »). Le marché ne prend pas en compte les droits politiques de la société civile. Sur un marché tout est à vendre, or ce n'est pas toujours vrai dans le domaine de la vie politique et sociale. On n'accepte pas l'achat des esclaves, même si les « durs » de Chicago pensent qu'il existe un marché de l'adoption. Or, le gouvernement doit définir des priorités, lutter contre les paniques financières, réduire les inégalités excessives de revenus et de patrimoine et développer les solidarités.

Le capitalisme vit de la dérégulation. Une loi antitrust, un code du travail, un droit de la concurrence relèvent du marché, pas du capitalisme, lequel peut accumuler sans contraintes un maximum de richesses et de puissance grâce à l'élimination de la concurrence. Il existe une contradiction entre la logique du développement du capitalisme et celle du marché. Il y a une logique de puissance et d'inhumanité inscrite dans le capitalisme. Il y a une double face au marché :

– l'une appelée régulation, centrée sur les liens sociaux, facilite l'aller-retour entre l'échange économique et l'échange politique démocratique.

– L'autre est axée sur la chosification des rapports humains, la fétichisation des marchandises et terreau du capitalisme. Marat voit le piège de la loi Le Chapelier : « qu'aurons-nous gagné à détruire l'aristocratie des nobles si elle est remplacée par l'aristocratie des riches ». La classe ouvrière devient une strate minoritaire et inférieure de l'ensemble de la classe salariale. Il y a le problème du mimétisme et de la variété, les effets d'imitation et de démonstration. C'est l'aspiration consumériste sans fin.

La mondialisation ne conduit pas non plus à une homogénéisation du mode, mais elle développe la concurrence transnationale. La monnaie unique peut être un

moyen de lutter contre l'absence d'un régime financier international cohérent. En même temps, de nombreux PVD connaissent une croissance économique sans développement et sans éradication de la pauvreté. Autrement dit, le système n'a pas pour objet d'éradiquer la pauvreté. Il en résulte une fragmentation sociale et un affaiblissement du politique.

D) Les problèmes socio-politiques, conséquences des facteurs économiques

La théorie du Droit cherche même à montrer que le Droit, comme système de lois et de règles, tend à miner l'efficacité des marchés. Il est donc du devoir du juge de faire en sorte que la loi soit au service du marché et de son efficacité, plutôt que de la défense des droits civiques. Les délibérations démocratiques sont illusoire et il est légitime pour les cours de justice de défendre l'efficacité du marché, même au détriment des minorités. La régulation est un poids mort, car elle ne peut pas améliorer les revenus que les individus peuvent librement et rationnellement négocier. Si l'on pense que le marché peut tout résoudre, alors le maître mot c'est la « marchandisation ». S'il n'est pas suffisamment optimum, il faut alors le rendre encore plus proche des conditions de l'optimum. C'est un système sans erreur qui garantit une théorie parfaite, qui est supposée ne pas travestir le comportement des hommes. La recherche de « purification » du marché est un acte de foi aux conséquences socialement graves si elle était appliquée.

Adam Smith a fait beaucoup de mal avec sa croyance de la « main invisible », qui a laissé croire que l'économique avait absorbé le politique, en détruisant la violence. Chez Hobbes, la violence s'éteint dans le politique. Le discours contemporain, laisse croire que l'ordre économique est le seul scientifique et que l'ensemble des relations humaines relève de l'économique. L'énoncé de toute loi économique est pourtant suspect, c'est même une prétention scientifique excessive. Il faut réfuter la théorie des anticipations rationnelles, qui n'est ni rationnelle, ni prouvée. Elle permet de justifier le refus de toute politique macro-économique. Elle établit les hypothèses qui justifient son raisonnement. Les marchés en général ne sont pourtant pas toujours efficaces, ils conduisent à des contradictions. La théorie des anticipations n'est pas en mesure de prédire ses propres effets en tant que théorie et elle détruit toute théorie économique comme facteur de connaissance susceptible de faire évoluer la société de manière volontariste.

Keynes a contesté l'automatisme de l'équilibre de plein emploi et il a mis en évidence l'intérêt de la politique budgétaire et monétaire de « fine tune » conjoncturelle. Selon lui, seule l'intervention de l'État peut relancer l'économie, par l'injection monétaire dans le secteur privé, par le développement de l'investissement autonome et par la restauration de la confiance des investisseurs et les consommateurs. L'État doit intervenir pour contrôler le développement anarchique et instable des marchés financiers, pour favoriser l'exportation, pour réduire l'incertitude radicale des opportunités futures d'investissement. Keynes s'est prononcé en faveur de la protection des industries naissantes et il a démontré que l'analyse néo-classique ne pouvait pas expliquer le chômage permanent. L'analyse keynésienne s'est imposée après la guerre au point que le pourtant très conservateur Président Nixon (1970) et le non moins libéral Milton Friedman avouaient qu'ils étaient tous

devenus keynésiens. « Now, we are all Keynesians ». Joan Robinson précisa les compétences de chacun ; les marchés sont probablement les mécanismes les plus efficaces dans l'allocation de ressources rares et pour établir des prix, mais ils sont incapables de fournir le plein emploi et de prévenir les instabilités macro-économiques majeures. Pour Polanyi (1957), les sociétés ne peuvent pas être organisées par la simple mise en place du marché, lequel fonctionne sans doute efficacement pour les produits, mais certainement pas dans d'autres domaines, comme ceux du travail, de la terre ou de la monnaie. Le marché détruit la justice sociale, la stabilité monétaire et l'environnement.

Pourtant, la question est plutôt de savoir comment les États peuvent s'adapter aux nouvelles pressions du marché. L'économie japonaise a sollicité l'intervention de l'État, elle s'est donné des objectifs stratégiques, une technologie supérieure et un financement. L'État (qui a établi une véritable économie de guerre) et le secteur privé ont été forcés de définir un nouveau modèle de politique publique, et ce sont les formes institutionnelles et les pratiques qui ont fait la différence. Le marché ne peut pas remplacer le gouvernement pour les choix stratégiques, les solidarités sur un territoire. Pour être efficaces, les marchés doivent être soutenus par des institutions nationales adéquates gouvernant la monnaie (même partagée volontairement avec d'autres Nations), les biens collectifs et le travail. Pour Innis (1994), la vie économique a toujours une forte dimension institutionnelle. L'activité des affaires n'a que le profit maximum pour justification, alors que la société souhaite améliorer les valeurs sociales. Le développement a un but plus élevé que l'accumulation des richesses individuelles. Les institutions peuvent contrecarrer la nature fortement erratique des marchés, de nature volatile lorsqu'ils s'internationalisent, qui sont dominés par de grandes entreprises monopolistiques limitant la compétition, exerçant des stratégies de prédateurs et cherchant la protection des États à leur seul bénéfice. Une économie peut se protéger pour conserver son industrie, mais une politique trop protectionniste se fait au détriment du consommateur.

Est-ce que l'internationalisation de la politique économique appelle à de nouvelles innovations institutionnelles et fournit aux gouvernements de nouveaux objectifs et instruments ? L'État-nation reste l'axe central des mouvements politiques dans le monde, même s'il semble avoir perdu sa propre destinée économique. Les principes de Keynes, de Beveridge et le fordisme ne sont plus les piliers de l'État moderne. L'École de la Régulation, en référence aux concepts de fordisme, a mis en évidence le problème des formes étatiques et des arrangements institutionnels. Elle démontre que l'état de bien-être national est le résultat de profonds compromis, lesquels sont la résultante de luttes anciennes qui ont façonné la stratification sociale, politique et établi la spécialisation économique. Les marchés fonctionnent mieux lorsque l'État est un fort régulateur. Le fordisme a eu beaucoup de succès, en renforçant l'innovation, la productivité et le niveau de vie, grâce à une excellente synchronisation de la consommation et de la production de masse. Pour être efficaces, les marchés doivent être socialement construits par un ensemble de règles imposées, ce qui n'est ni naturel ni spontané. Si le marché est équilibrant, il le doit aussi à l'organisation de ses transactions, au respect des règles imposées, à la

qualité définie des produits, aux condamnations pour fraudes. Sans l'État, l'opportunisme à court terme du secteur privé et des intérêts individuels créerait des distorsions importantes dans le processus d'ajustement de l'offre et de la demande. L'excès de marché est fondamentalement destructeur. Lorsque les marchés sont sous contrôle, les performances économiques sont supérieures en termes de croissance, d'emploi et d'innovation. Cependant, il n'existe pas une seule manière d'organiser la société capitaliste. Les révolutions, les crises sociales ont légitimé de nouvelles structures politiques. Certaines configurations institutionnelles peuvent caractériser les sociétés et institutions économiques. Il est impossible d'imaginer le marché pur comme fondement de la société. Il existe trop de facteurs institutionnels qui forment les marchés, sous le contrôle de la monnaie. Le travail n'est pas une marchandise, car la reproduction démographique n'est pas gouvernée par la recherche du profit. Le rôle de l'État est d'organiser le pouvoir politique et il ne peut pas être réduit à son caractère pro-marché ou anti-marché. Il faut donc construire des contrepoids. Jusqu'à nouvel ordre, la politique sociale est exclusivement une responsabilité nationale. L'époque de l'État-Nation n'est pas encore révolue, car les promesses des libéraux n'ont pas été tenues. Le Welfare state est fondamental pour maintenir la solidarité sociale.

2. Les faiblesses du système

Le libéralisme universaliste exècre les différences culturelles, régionales, étatique. Elle ne l'admet que dans les revenus et les patrimoines. On détruit alors les cultures sans contreparties tangibles. Avec le développement de l'Asie, la modernité occidentale n'aura été qu'une péripétie de l'histoire. Le politique, qui doit gérer la diversité, doit réinvestir l'économique et le social, avec le refus de l'universalisme artificiel. Il faut apprendre l'appartenance multiple et la tolérance. Il faut définir une « humanité commune », avec ses dissidences.

A) Les crises identitaires

Le libéralisme universaliste exècre les différences culturelles, régionales, étatique. Elle ne l'admet que dans les revenus et les patrimoines. On détruit alors les cultures sans contreparties tangibles. Avec le développement de l'Asie, la modernité occidentale n'aura été qu'une péripétie de l'histoire. Le politique, qui doit gérer la diversité, doit réinvestir l'économique et le social, avec le refus de l'universalisme artificiel. Il faut apprendre l'appartenance multiple et la tolérance. Il faut définir une « humanité commune », avec ses dissidences.

La mondialisation exacerbe les crises identitaires et le repli sécuritaire. La mondialisation est un projet universaliste de la raison libérale. Pourtant, elle ne nous a pas rapproché les uns des autres et elle n'a pas éliminé la violence. Le grand marché, contrairement aux idées hayeckiennes, n'est pas producteur de droit et de progrès moral. Les valeurs communautaires soudent les petits groupes, les valeurs sociétales fondent la grande société, mais ces valeurs sont incompatibles. La négation des liens communautaire est le moyen le plus sûr de les voir resurgir sous une

forme paroxysmique très destructrice. L'universalité libérale est un principe d'indifférence absolue. Il n'y a ni peuple, ni collectivité, ni solidarité. Il faudrait définir une coexistence pacifique sur le mode de l'indifférence absolue, dans le cadre de la séparabilité complète des fonctions de préférences des agents et citoyens. L'optimum parétien est un optimum interindividuel, et non pas social. Il y a négation du fait culturel et même de la simple envie. La mondialisation, stade ultime du monde libéral, aboutit à la violence quotidienne. L'État-nation a souvent condamné l'ethnisme, mais la raison universaliste s'oppose à l'État-nation. Les Lumières en voulant déjouer les superstitions ont aussi déracinés les hommes. Pourtant, il faut admettre la Nation plurielle. Cependant, le multipartisme n'a de sens que si les intérêts sont divergents et les conceptions opposées de la vie collective. Platon prétendait que les inégalités étaient corruptrices et que la démocratie conduisait inéluctablement au désordre, au despotisme et donc à la servitude du peuple.

La modernité fondée sur l'individualisme des mœurs, le droit de critique (comme dogme absolu), l'autonomie de la conduite et la philosophie idéaliste, est fondamentalement occidentale. Or, le capitalisme refuse la différence culturelle, il défend l'individualisme profond, absolu, celle des individus dont les préférences sont incomparables, il affirme le primat de la raison économique. D'autres courants souhaiteraient plutôt le primat du politique. La science est une construction qui repose sur une raison construite et partagée. Cependant, la rationalité économique n'est pas une invention de l'occident.

La vision de Reich d'un « *Malibu for ever* » est follement naïve. Elle néglige des nombreux coûts nécessaires au succès du capitalisme international. La globalisation ne conduit pas automatiquement à la prospérité et à la croissance. La globalisation et le marché supposent que lorsqu'un individu ne participe pas à la croissance, c'est de sa faute, de son intérêt limité comme producteur au sein de la société. Or, un système productif n'est efficace que si les structures ambiantes le lui permettent. L'existence des communautés est menacée dans leur stabilité et leur cohésion quand la compétition féroce pour la réduction des coûts est détachée d'un contexte politique et social capable d'établir des limites à la globalisation sauvage, sous fond de compétition économique virulente. Ces limites peuvent être définies sur des bases éthiques et tenir compte des objectifs de stabilité politique, de plein emploi ou de protection de l'environnement. L'économie ne se renouvelle jamais pareille à elle-même, c'est pourquoi elle ne peut être une science. Les analyses économétriques et l'instabilité de leurs résultats témoignent de cette insuffisance. Il ne faut donc pas attendre de l'économie une « vérité révélée ».

B) *Une rentabilité ambiguë et des inégalités excessives*

La rentabilité ne prend en compte que quelques éléments des coûts. Tout ce qui est public ou gratuit ne fait l'objet d'aucune étude de rentabilité éventuelle. Le système du « juste-à-temps » qui réduit, pour les entreprises les coûts des stocks, n'est victorieux que si les charges des camions qui encombrant les routes, avec leur pollution et leurs dégradations d'infrastructures sont prises en charge par la collectivité. Elles socialisent les coûts et privatisent les avantages. Les entreprises améliorent leurs performances avec les externalités (recherche scientifique,

éducation, marchés disponibles sur place, infrastructures, etc.). Or, pour Pasteur, le « savoir est un patrimoine de l'humanité ».

En outre, les inégalités sont croissantes en matière de patrimoine. 2,7 millions d'Américains les plus riches disposent autant que 100 millions les plus pauvres. Or, le patrimoine boursier américain est surévalué, mais il détermine la consommation des ménages. Le classement par Forbes des plus grandes fortunes mondiales, principalement en termes d'actions et de propriété d'entreprises, est significatif à la fois de l'importance des patrimoines, mais aussi de leurs fragilités relatives.

Il faut noter que, en 1999, Bill Gates, Paul Allen, Warren Buffet et Michael Dell disposaient respectivement d'une fortune évaluée à 85, 40, 31 et 20 milliards de dollars. La crise financière est passée par là. Il subsiste quand même de très profondes inégalités, susceptibles de remettre en cause le climat social. Les américains sont plus riches sur le papier. Qu'advient-il si la tendance s'inverse ? En 1999, Yahoo! dont le profit reste faible, 200 à 300 millions de dollars, avait une capitalisation boursière supérieure à Boeing. AOL dépassait General Motors. Bref, les surplus de productivité vont surtout aux actionnaires, au détriment des salariés, de l'État et des consommateurs.

TABLEAU N°37 - LES PLUS GRANDES FORTUNES «PRODUCTIVES» DU MONDE (Forbes, 2002)

Nom	2001	2002	Source
<i>Gates William</i>	54	43	Microsoft
<i>Buffett Warren</i>	33,2	36	Berkshire Hathaway
<i>Allen P.G.</i>	28,2	21	Microsoft
<i>Walton, A.</i>	17,5	18,8	Wal-Mart
<i>Walton H.R.</i>	17,5	18,8	Wal-Mart
<i>Walton Jim</i>	17,5	18,8	Wal-Mart
<i>Walton, S.R.</i>	17,5	18,8	Wal-Mart
<i>Walton J.T.</i>	17,5	18,8	Wal-Mart
<i>Ellison, L.J.</i>	21,9	15,2	Oracle
<i>Balmer, S.A.</i>	15,1	11,9	Microsoft
<i>Dell, M.</i>	9,8	11,2	Dell Computer
<i>Kluge, J.W.</i>	10,6	10,5	Metromedia

C) L'homme oublié

L'individu est oublié derrière son sacre. La démocratie ou le respect du travail ne sont pas toujours des valeurs respectées dans un système économique à la recherche de la concurrence et de la rentabilité.

La globalisation concentre les pouvoirs vers des institutions non démocratiques comme l'Union Monétaire Européenne ou l'OMC. Ces organisations sont puissantes, mais souvent moins puissantes qu'on ne l'imagine, compte tenu des contraintes qui leur sont fixées dans le cadre de leurs fonctions. L'OMC est surtout un mécanisme d'arbitrage et d'incitation. Le FMI est une agence de gestion des crises et il ne traite que des pays membres qui sont en grande difficulté économique. Ce ne sont pas eux qui imposent, ils ne font qu'exercer les fonctions que les

États-membres leur ont attribuées. Pendant la crise asiatique, c'est l'U.S. Treasury Department qui a pris les principales décisions et non pas le FMI. C'est les États-Unis qui décident d'envoyer des troupes de *peacekeeping* dans les pays concernés.

Dans l'ordre économique, la démocratie est censitaire. Dans ces conditions, elle s'adresse d'abord aux propriétaires et aux actionnaires. Le jeu même de cette démocratie a souvent été contestée, comme l'a démontré J.K. Galbraith. Or, les facteurs économiques influencent de plus en plus la démocratie politique. Le coût d'une élection aux États-Unis est tel qu'il faut un patrimoine important pour engager les premières sommes nécessaires à une campagne électorale. Dans ces conditions, la démocratie, déjà fortement contestée par des sources d'information produites par les ploutocrates, subit des effets pervers qui favorisent le pouvoir économique.

Sur le marché du travail, l'innovation dans le système fordiste résidait dans le fait que le salaire n'était plus sujet au mécanisme du marché universel. Les syndicats étaient reconnus comme des instances privilégiées de négociation. Le système toyotiste est moins bienveillant, il se proposait d'accroître la flexibilité, notamment dans les règles qui protègent les travailleurs. Les droits des apporteurs de force de travail doivent être réduits dès qu'il y a conflits ou difficultés économiques. Avec l'affaiblissement des syndicats, il n'y a plus de contrepoids. L'économie globalisée est sujette aux pressions compétitives et les directions veulent toujours plus de pouvoir pour organiser la production en détail. Dans les filiales étrangères, il n'est pas évident que la sécurité de l'emploi soit assurée. Le modèle reste aussi fortement fordiste dans l'assemblage des opérations et la conduite de la réduction des coûts par l'objectif de l'amélioration continue. C'est une dimension néo-fordiste, même si ce sont les ouvriers et non les ingénieurs qui trouvent les solutions aux goulots d'étranglement. On aboutit à une intensification croissante du travail. La réduction des salaires et des droits (entitlements) n'a pas amélioré la situation des offreurs de travail dans un monde compétitif. Aucune machine ne peut espérer égaler la flexibilité des travailleurs et leur capacité au changement. La production « au plus juste » (travail en équipe, communication et utilisation efficaces des ressources, zéro défaut, zéro stocks, moins d'espace pour l'entreprise et moins d'inputs de travail) ne donne pas plus de pouvoir aux travailleurs, bien au contraire. Elle accroît les pouvoirs de la direction en développant une idée spéciale de l'entreprise citoyenne dans laquelle les intérêts des travailleurs apparaissent en auto-concurrence. Il faudrait établir un système de contre-pouvoir moderne pour protéger les droits des travailleurs des conduites arbitraires des dirigeants.

La faiblesse du pouvoir du travail en l'absence d'une coopération institutionnalisée est caractéristique. Les positions collectives du travail ont été réduites, avec une baisse des salaires, la suppression des avantages sociaux, la précarisation, au moment où la compétition requiert de plus fortes compétences. Les travailleurs ont moins d'opportunités de se mouvoir que les capitaux et les firmes, pour utiliser à leur profit les raretés. La grande majorité des personnes sont attachées à leur pays, à leur langage, à leurs liens familiaux, à leur maison, à leurs droits acquis. Avec les délocalisations, le pouvoir est aux entreprises. Ainsi, on assiste à un mouvement d'entreprises vers l'Angleterre au détriment de la France, plus contraignante d'un

point de vue social. Il y a de plus en plus de travailleurs pauvres, ce qui devrait encourager les firmes à opter pour les techniques de type « labour intensive ». Si les États-Unis ont mieux résisté au chômage que les pays européens, il faut remarquer que la plupart des emplois créés aux États-Unis sont de basse qualité. Avec des syndicats suffisamment forts, on peut alors améliorer les méthodes de production, le service du consommateur, l'investissement, la R&D. Un mouvement du travail affaibli conduit les entreprises vers de fausses directions productives et commerciales, même si à court terme elles bénéficient effectivement d'une réduction des coûts.

La publicité des entreprises américaines atteint 150 milliards de dollars, plus que le coût de l'enseignement primaire et secondaire. Chaque téléspectateur reçoit plus de 20 000 messages publicitaires par an, à la recherche du bonheur suprême dans la consommation. La publicité constitue donc l'institution éducative dominante des États-Unis.

La globalisation conduit à une course vers des conditions de travail standard minimales. Cette analyse peut être partiellement remise en cause par quatre facteurs :

- Les employeurs sont plus intéressés par la valeur du travail que par son prix. En tout cas, il y a une relation à faire entre ces deux estimations. Ainsi, plus de 80% des IDE des États-Unis vont vers les pays développés, aux salaires élevés.
- La globalisation réduit les liens des sociétés avec leur pays. Or, la réalité est souvent autre. Bill Gates est bien resté aux États-Unis, car Microsoft dépend de la qualité des travailleurs et de ses relations avec les Universités américaines.
- Les grandes entreprises sont hostiles aux protections des travailleurs et aux standards de travail internationaux, notamment face aux syndicats. Or, les études empiriques montrent que ces FMN accordent les salaires les plus élevés et les meilleures conditions de travail.

La globalisation n'est pas un jeu à somme nulle, où il y aurait obligatoirement des gagnants et des perdants. En réalité, c'est le gâteau qui doit être amélioré. Il n'en reste pas moins qu'il reste près de un milliard de personnes proches de la pauvreté absolue, et qu'il faut bien faire quelque chose.

Les performances mitigées du système libéral

La gouvernance économique suppose l'application des principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration des Droits de l'Homme. Tant que le marché ne sera pas « tempéré » par les règles qui replacent l'homme au centre du dispositif, la « gouvernance mondiale » sera constamment menacée par les conflits sociaux et les inégalités mondiales. Le PNUD (1999) propose de :

- Réduire les inégalités de développement humain,
- Renforcer l'éthique et le sens de la responsabilité mondiaux,
- Introduire les principes du développement humain et de la protection sociale dans la théorie et la pratique de la gouvernance économique mondiale,
- Adopter les accords régionaux et mondiaux pour enrayer le mouvement vers le bas,

- Élaborer un code de conduite mondial pour les entreprises multinationales, ainsi qu'une instance mondiale de contrôle,
- Renforcer l'engagement de la planète pour une gouvernance à visage humain,
- Protéger la sécurité humaine en situation de crise économique,
- Prévenir et atténuer l'insécurité financière,
- Lutter contre la criminalité mondiale,
- Protéger la diversité culturelle,
- Promouvoir un commerce équitable, en particulier pour les pays pauvres,
- Alléger la dette des PMA,
- Augmenter et mieux répartir l'aide internationale,
- Définir un accord multilatéral sur l'investissement au service de la population,
- Combler les fossés technologiques,
- Renforcer le pouvoir de négociation des pays pauvres,
- Développer le système des Nations Unies en améliorant sa cohérence,
- S'orienter vers une Banque centrale mondiale,
- Créer un Fonds d'investissement mondial et un mécanisme de transfert,
- Créer une Agence mondiale pour l'environnement,
- Rendre l'OMC plus juste et la doter d'un mandat couvrant les multinationales.

Cet appel au changement appelle trois commentaires :

– D'abord, le système est reconnu comme étant très inégalitaire et peu respectueux du développement humain.

– Ensuite, de très nombreuses transformations sont recommandées, allant d'une nouvelle aide internationale, à la création d'une Banque mondiale, voire d'une Gouvernance mondiale, en passant par le comblement des fossés technologiques (avec le rejet des droits de propriété industrielle ?), le poids plus important accordé aux pays pauvres, le renforcement de l'éthique, la réduction du potentiel de crise financière ou la sauvegarde des identités culturelles. Cependant, qui va décider de ces transformations, si ce n'est les pays développés qui en ont le moins l'intérêt et qui conservent le pouvoir mondial sur ce qui leur est essentiel ? Faut-il des crises, des guerres ou le réveil d'un sentiment de culpabilité pourtant bien effacé par la conviction du système performant que représente l'économie de marché ?

– Enfin, si les pays développés ne souhaitent pas agir pour donner à la mondialisation un caractère plus humain, faut-il en venir aux conflits, à la criminalité, aux guerres, avec le risque de connaître une crise très profonde d'un système capitaliste profondément schizophrénique.

TABLEAU N°38 - PROMESSES ET PERFORMANCES DU SYSTÈME LIBÉRAL

Objet	Promesses	Résultats
<i>Marché/État</i>	Le marché est toujours plus efficace. Il faut en revenir à l'État gendarme, garant des lois. Il en résulte une croissance plus forte, par la lutte contre la bureaucratie, la prévarication et par l'application stricte du fonctionnement des marchés. Il doit en résulter à la fois la disparition des effets d'éviction du budget de l'État, la stabilité monétaire et une meilleure justice économique fondée sur l'efficacité. Plus l'État est faible dans l'ordre économique, plus le marché est dominant et meilleurs sont les résultats économiques des Nations.	L'État n'est plus un réducteur d'incertitude. La croissance économique souffre de l'absence d'investissements publics et de la faible productivité due à la réduction des biens publics. Or, ce sont des investissements à long terme (éducation, santé publique, infrastructures) qui ne sont plus assurés et qui laissent planer une menace importante sur la croissance future.
<i>Emploi</i>	La concurrence et la dérégulation internationales conduisent à terme au plein emploi.	Même en tenant compte de l'éventualité d'un chômage naturel, les résultats de la libéralisation et de la globalisation sur le plein emploi sont pour le moins décevants, notamment en Europe.
<i>Formes de la compétition</i>	L'intervention de l'État facilite la constitution des grands groupes économiques, avec notamment le concept de « champions nationaux ». La dérégulation érode le marché oligopolistique et restaure la compétition libre.	La compétition internationale a conduit à des restructurations et à de nouvelles régulations. Le marché oligopolistique s'est renforcé, même s'il n'a plus exactement les mêmes contours et les mêmes caractéristiques, notamment nationales.
<i>Monnaie</i>	Selon les règles monétaristes, il faut contrôler la base monétaire selon les règles précises et non discrétionnaires, en fonction des impératifs de la lutte contre l'inflation (laquelle est supposée toujours monétaire).	L'innovation monétaire et financière limite les prétentions de contrôle précis de la monnaie. Les « objectifs intermédiaires » de la masse monétaire sont difficiles à définir et à calculer, compte tenu de l'évolution rapide des caractéristiques des nouveaux actifs financiers.
<i>Social</i>	Par la croissance économique qu'elle suppose, la libéralisation de l'économie conduit à une meilleure justice économique fondée sur l'apport de chacun.	Les marchés peuvent détruire les valeurs sociales de base. Normalement, c'est au politique de définir le mélange optimal entre l'efficacité et l'équité. La pauvreté et les inégalités sapent les piliers du capitalisme, en réduisant la loyauté, en développant l'insécurité, en menaçant la propriété. Une redistribution plus efficace crée des solidarités. Mutatis mutandis, la transition a mis en évidence la possible contradiction entre la création d'un marché et la préservation d'un minimum de solidarité et d'équité.
<i>Régime international</i>	Les ajustements réguliers et légers des changes conduisent à la suppression normale des déséquilibres externes. L'ouverture des frontières permet le développement de la concurrence, la baisse des prix et la généralisation du développement économique.	On assiste à des mouvements erratiques des changes, à une polarisation sans précédent et stable des déficits et des surplus et à des contraintes très fortes sur l'action nationale.

Pour le PNUD (2000), il existe un lien direct entre les progrès des droits de l'homme et le développement humain. Il s'agit d'assurer la liberté, le bien-être et le dignité des personnes dans le monde. Les droits de l'homme ne sont pas une retombée du développement économique, ils en sont aussi une condition, notamment pour tirer parti des libertés politiques et économiques. Il est donc nécessaire d'intégrer les droits de l'homme dans la politique économique. Le FMI est appelé

d'ailleurs à insister sur les responsabilités démocratiques dans les programmes d'ajustement. Les droits économiques concernent la liberté de vivre à l'abri du besoin, le droit à la propriété privée, au travail, à la sécurité sociale. Cependant, les recettes appliquées méritent d'être vérifiées, contrôlées, car les effets pervers sont nombreux.

Bibliographie

- Baudrillard, J. (1996), *Le mondial et l'universel*, Libération 18 mars.
- Doyle, M. (1986), *Liberalism and World Politics*, *American Political Science Review*, Vol. 80.
- Eisner, R. (1998), *The misunderstood economy*, Harvard Business School Press, Boston.
- Fontanel, J. (1979), *Ecologie, économie et plurigestion*, Editions Entente, Paris.
- Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.
- Fontanel, J., Bensahel, L. (1993), *La guerre économique*, Areès Défense et Sécurité.
- Fontanel, J. and Gaidar, E.T., 1998. *L'avenir de l'économie russe en question*. Presses universitaires de Grenoble.
- Fontanel, J., Bensahel, L. (2002), *Guerre et économie. Les liaisons dangereuses*, *Revue Géoéconomie*, fin 2002.
- Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., & Sen, A. (2003). *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble
- Fontanel, J. (2005), *La globalisation « en analyse »*. Géoéconomie et stratégie des acteurs, L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J. (2005), *Géoéconomie de la globalisation*, Université Pierre Mendès France de Grenoble., Côté Cours. Grenoble.
- Forbes (2000), *The complete list of world's Billionaires 2000*, http://stats.areppim.com/listes/list_billionairesxooxwor.htm
- Friedman, M., Friedman, R. (1980), *Free to choose*, Penguin.
- PNUD (1999), *Rapport mondial sur le développement humain 1999*, DeBoeck & Larcier, Bruxelles
- PNUD (2000), *Rapport mondial sur le développement humain 2000*, DeBoeck & Larcier, Bruxelles
- Polanyi, K. (1957), *The Great Transformation*, Beacon Hill, Boston.
- Reich, R.B. (1992), *The Work of Nations*, Vintage Books, New York.
- Rufin, J-C. (1994), *La dictature libérale*, Jean-Claude Lattès, Paris.
- Stiglitz, J. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris.
- Thurow, L. (1996), *The future of capitalism*, William Morrow and Co Inc. New York.